

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE

REVUE MENSUELLE DU MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE :

	PAGES
Jean LONGUET	Les élections législatives et leurs conséquences 193
Karl KAUTSKY	Les "leçons" de Henri de Man (<i>fin</i>) 209
Jules MOCH Député de la Drôme	Les réalisations du parti ouvrier belge 217
	<i>Les problèmes du Congrès International de Bruxelles</i>
Georges DUMOULIN	La protection du travail dans les Colonies 225
	<i>Les Idées et les Faits dans l'Internationale</i>
	Le Congrès national du parti socialiste des États-Unis 244
	<i>Nos Morts</i>
Georges PIOCH	Henri Ponard 247
	<i>La Vie Syndicale et Industrielle</i>
A. REY	Les assurances sociales (<i>fin</i>) 250
J. PESKINE	La rationalisation et la main-d'œuvre 267
	<i>Lettres, Art, Histoire et Socialisme</i>
Felix H. EAMES	Un coin de Bruges (<i>Gravure sur bois</i>) 275
G. W. TAYLOR	Ruelle de faubourg anglais (<i>Gravure sur bois</i>) 276
Virgilio BROCCHI	Selon mon cœur, roman (<i>fin</i>) 277

CHRONIQUES

REVUE DES LIVRES : *Pourquoi je suis syndicaliste*, par Henri de Jouvenel (E. Nessler), p. 285. — *Émigration et Réémigration en Palestine*, par le Professeur D.-R. Libman-Hersz (J. Peskine), p. 286.

Le Numéro - 96 pages - 5 Fr.

PARIS — 41, Rue Saint-André-des-Arts (6^e)

Téléphone : LITTRÉ 29-41

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE

Revue Mensuelle du Socialisme International

DIRECTION : L.-O. Frossard — Jean Longuet

ADMINISTRATION : Ch. Bellino

SECRÉTAIRES DE LA RÉDACTION { Berthe Fouchère
Robert-Jean Longuet

COMITÉ DE RÉDACTION

Bracke, Maurice Delépine, Pierre Dormoy, André Le Troquer,
Jules Moch, Henri Sellier, Ch. Spinasse

LE NUMÉRO : FRANCE, 5 FR. 50 (FRANCO, 6 FRANCS)
ÉTRANGER, 30 CENTS.

ABONNEMENTS :

	Six mois	Un an
Paris, Départements, Colonies et Belgique.....	30. »	55. »
Pour les Membres des Organisations Socialistes (sur présentation de la carte ou justification du Secrétaire de la section ou des Syndicats confédérés).....	25. »	45. »
Étranger	\$ 2. »	\$ 4. »

LES MANDATS DOIVENT ÊTRE ADRESSÉS A L'ADMINISTRATEUR CH. BELLINO
41, Rue Saint-André-des-Arts - PARIS (6°)

Téléphone : Litré 29-41

Compte chèque postal : 1212-23 Paris

La Direction reçoit tous les lundis de 16 h. 30 à 17 h. 30.

Les Administrateurs reçoivent tous les jours, sauf le vendredi et le dimanche
de 16 h. à 17 h.

A nos Abonnés, à nos Amis

Ce numéro de la *Nouvelle Revue Socialiste* paraît encore très en retard, malgré la promesse que nous avons faite.

Ce n'est hélas, pas la conséquence d'un vœu...

Il faut que nous disions la vérité : nous avons subi une crise financière terrible, nous avons une grosse dette chez nos camarades de l'Imprimerie Ouvrière de Villeneuve-Saint-Georges et, bien naturellement, ils se sont refusés à la voir grossir encore et n'ont voulu tirer le présent numéro que contre paiement comptant.

Il n'y a pas à récriminer contre eux mais à prendre des mesures pour que semblable chose ne se renouvelle pas.

(Voir la suite page 3 de la couverture)

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

et leurs conséquences

Sous la première impression de nos échecs dans la région parisienne, Léon Blum écrivait dans *le Populaire* que nous avions « sous-estimé » la force des courants réactionnaires, qui s'étaient développés dans notre pays au cours de ces derniers temps.

Examinant la situation à la lumière des statistiques générales et des renseignements définitifs que nous possédons maintenant, nous pouvons sans aucun doute aboutir à des conclusions opposées à celles qui étaient formulées par notre éminent camarade le lendemain du premier scrutin du 22 avril.

Nous pouvons constater en effet que la puissance de la démocratie ouvrière et paysanne de ce pays, sa capacité de résistance au plus furieux assaut qui lui ait jamais été livré par les forces ploutocratiques, ont dépassé tout ce qu'on pouvait espérer tandis que ce formidable effort de la réaction politique et sociale aboutissait à un réel échec.

Si on fait entrer en ligne de compte le désarroi que devait produire fatalement la défaillance des chefs radicaux, entrés dans le gouvernement de l'Union Nationale et d'autre part le tort cruel fait à la cause prolétarienne par l'accentuation de la politique de division de la classe ouvrière et des haines fratricides systématiquement entretenues par Moscou, on ne peut qu'admirer la force qu'a su manifester le socialisme organisé malgré de tels obstacles accumulés, les progrès vraiment merveilleux que contre vents et marées il a réalisés dans les couches les plus profondes de la population française.

Mais en même temps la comparaison entre les forces numériques qui se sont ainsi affirmées sur les candidats des partis

prolétariens, et même de tous les partis de gauche et la représentation politique qu'ils ont obtenue, fait ressortir la responsabilité tragique de ceux qui ont divisé jusqu'au bout la classe ouvrière de ce pays.

Ils ne lui ont même pas permis, *à la faveur de ce deuxième tour de scrutin, qui historiquement en France a toujours réuni les forces prolétariennes et démocratiques jusque-là les plus opposées*, de vaincre un ennemi qu'elles avaient distancé au premier tour de *plus d'un million de voix !*

Ils ont livré la puissance politique de ce pays aux plus dangereux ennemis de la classe ouvrière et eux, qui sans cesse découvrent partout des « social-traîtres », ils ont perpétré — consciemment ou non — la plus honteuse trahison dont les travailleurs de France aient jamais été victimes.

Certes, on était fixé sur le degré de nocivité de la propagande dite communiste en tous pays. Cependant peu de gens supposaient qu'elle aboutirait cette fois en France à des résultats aussi scandaleux, aussi catastrophiques pour la classe ouvrière et la démocratie.

Rarement campagne électorale d'un parti prolétarien fut aussi peu animée de préoccupations socialistes, doctrinales ou éducatives que celle du parti communiste. Sa propagande écrite, comme sa propagande orale, d'une démagogie particulièrement vulgaire et brutale, négligeait l'attaque contre la réaction et le capitalisme et était presque tout entière dirigée contre le Parti socialiste et ses militants. Elle se bornait d'ailleurs à l'exploitation perfide et stéréotypée de quelques votes des membres du groupe socialiste parlementaire, généralement défigurés ou falsifiés, ou de la loi « Paul-Boncour ». On lui imputait du reste, à cette loi, des stipulations ajoutées par les députés bourgeois et réactionnaires, stipulations qui n'avaient d'ailleurs rien à voir avec le projet de loi primitif et que Paul-Boncour avait toujours combattues.

Il est d'ailleurs évident que cette manœuvre d'adversaires sans scrupules doit mettre le Parti socialiste français en garde contre le danger d'une exploitation vraiment trop facile de l'action de ses élus. Il semble bien qu'il eût été préférable pour le Parti de ne pas accepter si légèrement la responsabilité,

somme toute assez lourde, d'un projet de loi qu'une majorité d'Union Nationale avait façonné à sa guise, de telle sorte que le rapporteur ne pouvait même plus y reconnaître sa pensée primitive.

L'attaque fut furieusement conduite par le parti bolchevik dans les 612 circonscriptions de France, avec de puissants moyens financiers, des milliers de propagandistes appointés et bien stylés, l'aide d'un grand quotidien central, *l'Humanité*, fortement épaulé lui-même par de grosses subventions extérieures, tirant 200.000, distribuant dans la France entière son « papier » sans la moindre préoccupation du « bouillon », — préoccupation qui guide cependant les plus puissants organes de la presse capitaliste elle-même (1).

Parallèlement, la propagande de l'Union Nationale exploitait savamment les frayeurs du petit rentier, du petit bourgeois encore demeuré sous la terreur du « coup du franc » de juillet 1926. Son principal « manager » l'ancien démarcheur de la maison d'aviation Farman, Henri de Kérillis, prétendait s'inspirer de l'exemple des toriers anglais conquérant le pouvoir par la célèbre fausse lettre Zinovieff. Il transportait sur le terrain de la propagande politique les plus douteux procédés de la réclame commerciale. Jamais publicité pour le « Chocolat Meunier » ou le « Savon Cadum » n'avait atteint l'étendue, l'intensité de sa campagne d'affiches illustrées — dont la vulgarité et le cynisme ne doit pas nous empêcher de reconnaître l'habile canaillerie. Cependant elle dépassait fréquemment le but par son exagération même. Elle prétendait s'attaquer surtout aux communistes; en fait elle devait se servir d'eux.

Si on examine le résultat final de tout ce formidable effort d'argent et de mensonges de la réaction, on doit constater qu'il fut en lui-même des plus médiocres, ainsi que nous le verrons plus loin. Ce n'est pas à *l'Echo de Paris*, c'est à *l'Humanité* que la réaction doit sa victoire, la majorité qu'elle possède au Parlement.

(1) Il faut observer qu'alors que le *Petit Parisien* et le *Journal* offrent des primes à tous ceux de leurs dépositaires qui réduisent le plus possible le nombre des « invendus », *l'Humanité* distribue sans compter ses numéros.

* * *

Du scrutin du 22 avril, le Parti socialiste, sous le feu croisé de la ploutocratie et du bolchevisme, avait obtenu dans l'ensemble du pays des résultats réconfortants, encore que sur certains points du territoire il eût fléchi sous l'assaut.

Dans la région parisienne, dans la Seine, quoique le Parti eût réuni 150.000 voix, on constatait que dans 12 circonscriptions seulement le candidat socialiste arrivait avant le candidat bolchevik (1). Mais il faut remarquer *qu'il en était de même en 1924* et que dans la plupart de ces circonscriptions, malgré l'exploitation de la faillite du Cartel et des emprisonnements de ses militants, par le candidat moscovite, il n'avait rien gagné en quatre ans. Au contraire, dans plusieurs circonscriptions de la Seine, notamment dans le 4^e, dans le 15^e, dans le 19^e, dans le 20^e, dans les cantons de Nogent-sur-Marne et de Sceaux, par rapport au candidat socialiste, il avait perdu du terrain.

Dans la 2^e circonscription du 20^e, la campagne abjecte menée contre Léon Blum avait abouti à le faire distancer par le candidat moscovite Duclos, la manœuvre poursuivie en même temps par le candidat fasciste Gautrat, suscité par M. Coty et par un candidat radical, dont le rôle fut des plus étranges, n'avait pas médiocrement contribué à cette victoire « révolutionnaire » sur l'homme dont la ploutocratie et la réaction craignaient le plus l'action à la Chambre, son intelligence lumineuse, sa science économique et son admirable compréhension des intérêts prolétariens. Elles pouvaient escompter son échec pour le ballottage par l'action parallèle, sinon concertée (encore que ce concert ait pu se produire) de la démagogie bolchevik et de la pire réaction.

Il est profondément regrettable qu'en de semblables conjonctures notre organisation et nos méthodes ne permettent pas de courir au plus pressé, de prendre — au Centre même — des décisions vigoureuses et immédiates, comme cela se fût passé en Angleterre ou en Allemagne.

(1) A Paris, dans le 4^e, le 6^e (2^e circonscrip.), le 7^e (les 2 circonscrip.), le 10^e (les 2), le 18^e (1^{re} et 2^e circonscrip.), le 19^e (1^{re}), le 20^e (1^{re}). En banlieue, seulement dans la 3^e et la 7^e de Sceaux.

Etant donné que l'intérêt du Parti nécessite la présence de Léon Blum au Parlement, l'organisme central aurait dû (sans avoir à consulter ni la 20^e section, ni la Fédération de la Seine) retirer immédiatement sa candidature au 20^e (où elle ne pouvait évidemment pas aboutir) pour le présenter dans une des nombreuses circonscriptions de province où il y aurait eu infiniment plus de chance de réussite.

On a préféré, au Conseil fédéral de la Seine — contre le vœu de Léon Blum lui-même, nettement indiqué — pour céder aux instances des militants du 20^e dont les impressions étaient faussées par l'ambiance locale, lui faire poursuivre une lutte sans espoir dans cette circonscription, fournissant ainsi de faciles arguments à nos adversaires. Ce fut une erreur qu'excusent les circonstances et la difficulté de faire fonctionner efficacement les organismes centraux du Parti, alors que la plupart de leurs membres étaient absorbés par la lutte électorale qu'ils menaient eux-mêmes chacun de leur côté.

Quant à l'Union Nationale, dans la région parisienne, elle avait généralement réuni un chiffre de voix légèrement supérieur à celui qu'avait obtenu le Bloc National en 1924; mais le progrès n'était nullement en rapport avec l'effort de propagande énorme qu'elle avait fait, ni avec les pronostics de tous ceux qui attribuaient au « poincarisme » une énorme popularité qui ne s'était pas manifestée de la manière qu'on avait escompté.

..

Dans le *Nord*, sous le double assaut du patronat utilisant avec une habileté raffinée les « caisses de compensation » de M. Ley (et autres institutions capitalistes similaires) et du bolchevisme armé de ressources matérielles et morales multiples, notre puissante fédération du Nord avait légèrement fléchi.

Elle qui avait si magistralement « tenu le coup », résisté non seulement en 1924, mais encore aux élections départementales complémentaires de 1927, perdait du terrain au bénéfice du bolchevisme dans quelques circonscriptions. Dans aucune elle n'avait élu au premier tour, même pas à Roubaix où Lebas et Briffault, les députés socialistes sortants, étaient mis en ballottage dans des conditions qui paraissaient bonnes, mais que la trahison bolchevique allait rendre désastreuses. Dans la

2^e circonscription de Douai, le député moscovite Delourme distançait de 500 voix Escoffier, élu socialiste sortant, maire de Douai. En revanche nous avions la joie de constater qu'à Lille notre cher ami Bracke, le grand militant du marxisme, le fidèle ami et disciple de Jules Guesde, était en excellente position pour le deuxième tour.

Dans l'ensemble de ce grand département prolétarien, il y demeurait acquis que nos candidats distançaient — *et de loin* — les candidats moscovites dans 19 circonscriptions sur 24. Ensemble les deux partis ouvriers réunissaient presque partout des majorités considérables sur les candidats bourgeois. Seule la trahison la plus éhontée allait faire triompher un grand nombre de ceux-ci au ballottage.

Les résultats de la *Haute-Vienne*, dans le centre, étaient beaucoup plus graves. Succédant aux succès d'une fédération qui, depuis 1914, n'avait connu qu'une suite ininterrompue de victoires, ils prenaient une allure véritablement inquiétante. Cependant, sauf à Bellac, la circonscription la plus conservatrice du département, où notre ami Valière était battu dès le premier tour, le total des voix réunies par les deux partis ouvriers était supérieur aux voix des partis bourgeois de toutes nuances. Là encore, seule la félonie bolchevik pouvait faire triompher l'adversaire capitaliste.

Dans l'ensemble du pays les résultats obtenus par nos fédérations étaient remarquables. Les progrès du socialisme se manifestaient avec une puissance incontestable dans la région du Nord, dans le *Pas-de-Calais* — où malheureusement des divisions fâcheuses s'étaient produites —, dans la *Somme*, où il y avait, aussi bien que dans l'*Aisne*, un remarquable accroissement de nos voix.

Dans l'est nous progressions en *Haute-Saône*, dans le *Doubs* (dans la circonscription industrielle de Montbéliard), dans le *Maine*, dans les *Ardennes*, dans l'*Ain*, le *Jura*.

Dans l'ouest, demeuré traditionnellement conservateur, une poussée socialiste partielle, mais incontestable, se manifestait dans des régions normandes telles que la circonscription d'Elbeuf, dans la *Seine-Inférieure*, et à Evreux, dans l'*Eure*. Dans un des départements jusque-là des plus foncièrement réactionnaire, le *Calvados*, le progrès réalisé par le Parti était vraiment récon-

fortant. A Caen, son candidat, notre camarade Mongins, maire de Colombelles réunissait 5.905 voix tandis qu'à Lisieux, à Vire, à Pont-l'Évêque, les candidats socialistes comptaient des chiffres de voix respectables. Au total 13.000 voix dans ce département, soit un progrès de plus de 120 p. 100 sur les élections de 1924. Dans la *Manche*, la région de Cherbourg était seule touchée par notre propagande. Le candidat du Parti, notre vieux camarade H. Mars, ancien secrétaire du Syndicat des Travailleurs de l'Arsenal, y obtenait un chiffre important de suffrages; il lui eût suffi de déplacer 450 voix radicales pour arriver avant le plus favorisé des candidats de gauche, M. Appell (le fils du membre de l'Institut, chef de cabinet de M. Painlevé).

En Bretagne, il y avait progrès dans le *Finistère*, stagnation dans les *Côtes-du-Nord* et le *Morbihan* et plutôt recul en *Ille-et-Vilaine* qui demeurait le département breton le plus retardataire, mais progrès sérieux en *Loire-Inférieure*, à Nantes et surtout à Saint-Nazaire, devenue maintenant l'une des régions les plus socialistes de tout l'ouest.

Dans le centre, les résultats étaient très bons, dans le *Puy-de-Dôme* — où un progrès considérable était presque partout réalisé —, bons dans l'*Allier*, dans la *Creuse*, dans le *Cantal*; dans le *Cher*, le bolchevisme conservait son emprise, cependant très battu en brèche à Vierzon, grâce à la remarquable campagne de notre ami Boin, que le jeune J.-L. Breton, républicain socialiste, ne distançait que de quelques centaines de voix.

Nous avons déjà souligné le recul douloureux de la *Haute-Vienne*. Nos camarades de ce beau département, si profondément socialiste et qui souvent ont été, au cours de ces vingt dernières années, parmi les meilleurs animateurs du mouvement prolétarien dans la France entière — dont tous se souviennent du rôle internationaliste admirable durant la terrible crise de la guerre mondiale —, nos camarades limousins sauront certainement tirer les leçons nécessaires de leur échec et reprendre demain, avec une vigueur accrue, leur marche en avant, un moment arrêtée, autant, semble-t-il, par leurs propres erreurs que par l'attaque forcenée de l'ennemi et la collusion des forces réactionnaires et bolcheviks.

Dans la *Charente*, dans les *Deux-Sèvres*, à un moindre degré dans la *Charente-Inférieure*, dans une plus forte proportion

dans la *Gironde*, il y avait une incontestable progression de nos forces.

En Bourgogne, il y avait progrès évident dans l'*Yonne*; nos camarades de la *Nièvre*, si durement atteints par le bolchevisme et la réaction un an auparavant, lors de l'élection départementale partielle, avaient réalisé un remarquable rétablissement. Dans les cinq circonscriptions ils arrivaient avant le communiste et se trouvaient même partout en bonne position pour battre la réaction au ballottage. Les résultats de la *Côte-d'Or* étaient plutôt mauvais et le député sortant, notre vieux camarade Barabant, était battu dès le premier tour à Dijon. En *Saône-et-Loire*, malgré le formidable assaut dont ils avaient été l'objet, nos camarades maintenaient partout leurs positions, réunissant des chiffres de voix imposants, distançant de beaucoup les candidats de Moscou, notre cher « Paul », cependant, avec un ballottage difficile.

Dans le sud-est, le *Rhône* était en somme satisfaisant. Moutet était évidemment en mauvaise posture dans la 3^e de Lyon contre l'« Empereur » Augagneur, revenu vers son ancienne cité après force divagations, de Madagascar à Toulon, comme Darne dans la 7^e et Gerbaud dans la 11^e étaient « knock out ». Mais presque partout ailleurs nous faisons belle figure, notamment dans la 4^e, la 6^e, la 9^e, la 12^e de Lyon et la 1^{re} de Villefranche.

Dans l'*Isère*, la force du socialisme était incontestable; partout il apparaissait comme le grand parti de la démocratie ouvrière et paysanne, distançant les radicaux dans 6 circonscriptions sur 8 — et laissant bien loin derrière lui un parti bolchevik que les lamentables avatars de Raffin-Dugens ont complètement discrédité. Mais dans toute cette région du sud-est la victoire du Parti socialiste était éclatante. Dans la *Drôme*, où, au moment de la scission de Tours, le « communisme » avait paru mordre assez sérieusement, il apparaissait comme inexistant en face de nos candidats placés en tête du scrutin qui, dans trois circonscriptions sur quatre, distançaient de loin les radicaux.

A un moindre degré dans le *Vaucluse* (deux sur quatre) mais avec autant de force dans les *Basses-Alpes* (deux circonscriptions sur trois), dans les *Bouches-du-Rhône* (9 circonscriptions sur 11), dans le *Var* (4 circonscriptions sur 5), dans

le Gard (4 circonscriptions sur 6), le socialisme était devenu le plus grand parti populaire, celui autour duquel se faisait nécessairement la concentration des forces démocratiques contre le capitalisme et la réaction.

Dans les *Hautes-Alpes*, région très pauvre, où les candidatures d'argent se donnent libre cours et où la corruption électorale est la règle, la victoire remportée par notre camarade Ernest Lafont à Gap sur un adversaire multi-millionnaire était particulièrement brillante.

Dans les *Alpes-Maritimes*, un milieu de luxe et de corruption continue à offrir de grosses difficultés à notre propagande. Les progrès réalisés n'en sont que plus intéressants. On y constate en même temps l'effondrement du parti bolchevik. En 1924, il réunissait 6.300 voix pour sa liste, tandis que le Parti socialiste n'avait même pas pu présenter de candidats. Cette année, dans toutes les circonscriptions, sauf une, le candidat socialiste arrivait avant le candidat moscovite. Nous obtenions au total 4.242 voix contre 3.731 aux communistes.

Dans le sud, le même phénomène que nous avons relevé dans le sud-est se manifeste dans le *Tarn*, l'ancien département de Jaurès, où, dans 4 circonscriptions sur 6, le candidat socialiste arrivait avant le candidat radical, en bonne posture pour le second tour. Il en était de même, mais à un moindre degré, dans la *Haute-Garonne*, l'*Aude*, l'*Hérault*, mais partout la lutte entre socialistes et radicaux y fut extrêmement vive et même empreinte souvent, comme dans la *Haute-Garonne* et l'*Aude*, d'une grande violence. L'*Ariège* nous promettait une belle victoire.

En Algérie, dans des circonscriptions d'ailleurs découpées artificieusement, les résultats ne répondirent pas à ce qu'on pouvait espérer des récents progrès accomplis par nos fédérations. Néanmoins dans la 1^{re} d'Alger, si notre camarade Cayron ne réunit que 2.329 voix, dans les deux autres circonscriptions nos candidats obtenaient 1.748 et 662 voix, au total près de 5.000 voix, soit plus du double des voix obtenues en 1924. En revanche, le Parti communiste tombait de 6.785 en 1924 à 1.800 voix.

Les *Antilles*, depuis déjà plus d'un quart de siècle travaillées par la propagande socialiste, donnèrent des résultats intéressants. Notre ami L.-O. Frossard remportait à la

Martinique une victoire d'autant plus remarquable qu'une scandaleuse pression s'exerçait une fois de plus contre lui et encore plus cyniquement contre notre vieux camarade Lagrosillière contre lequel on n'hésitait pas, dans l'autre circonscription, à commettre le pire brigandage, lui dérobant, par la force armée et l'aide des gendarmes et des soldats, 5.000 suffrages — pour proclamer élu, à sa place, M. Delmont, candidat de l'administration, de la réaction et grand capitalisme.

A la *Guadeloupe*, où aucune organisation du Parti n'existe plus depuis les fâcheux avatars de Legitimus, un candidat noir se réclamant du socialisme, le citoyen Lara, obtenait plus de 3.000 voix et allait mettre en ballottage le candidat officiel M. Candace.

..

Tels furent dans leurs grandes lignes les résultats du premier tour. Si on en fait la récapitulation, on constate qu'ils placent au premier rang, *en tête de tous les partis politiques*, la Section Française de l'Internationale Ouvrière, ainsi que l'établit notamment la statistique dressée impartialement par un conservateur tel que M. G. La Chapelle :

Parti socialiste (S.F.I.O.)...	1.717.212 voix
Radicaux-socialistes	1.617.472 —
Communistes	1.060.334 —
Républicains-socialistes	323.832 —
Républicains de gauche	1.225.942 —
Républicains U.R.D. (Groupe Marin)	1.008.244 —
Radicaux nationaux	551.609 —
Conservateurs	328.135 —
Divers	223.332 —

Cette statistique montre que les partis prolétariens (Parti socialiste et Parti communiste) ont réuni ensemble **2.777.546 voix** et les partis d'extrême-gauche (socialistes et communistes) et de gauche (radicaux-socialistes et républicains-socialistes) ensemble **4.718.848 voix** sur 8.056.112 votants, soit près de **700.000** de majorité sur tous les autres partis réunis.

Etant donnée cette situation du premier tour, il était évi-

dent que tout le sort final des élections dépendait de l'attitude qu'observerait au deuxième tour le Parti communiste, puisque dans 50 circonscriptions le candidat de gauche ou d'extrême-gauche ne pouvait être élu qu'avec l'appoint de ses voix, de même que 20 ou 25 communistes avaient besoin de l'appoint des voix socialistes, voix radicales pour l'emporter sur le candidat de l'Union Nationale.

..

Certes, après leur Congrès, nos Moscovites *urbi et orbi* déclarèrent qu'ils appliqueraient implacablement leur nouvelle et mirifique invention du maintien systématique au deuxième tour. Mais, pour ceux d'entre leurs chefs qui avaient quelque expérience politique, les conséquences d'une telle tactique apparaissaient si catastrophiques — pour leur propre Parti — que leur résistance se manifestait aussitôt et qu'on pouvait se demander si elle n'entraînerait pas l'abandon d'un mot d'ordre insensé. Le voyage que Renaud Jean fit à Berlin pour y rencontrer et y convaincre — mais en vain — quelques-uns des grands chefs du « Comintern » — voyage que notre ami André Le Troquer, sûrement renseigné, avait révélé au Conseil Fédéral de la Seine le 24 avril — fut naturellement démenti. On sait quelle en vaut l'aune de semblables démentis officiels !

En réalité, l'attitude qu'il prêtait à Renaud Jean a été depuis admise par *l'Humanité* elle-même, qui a enregistré son intervention contre la folle tactique nouvelle, sans d'ailleurs nous faire connaître les paroles qu'il a prononcées en opposition au servile Sémard (1).

Pour des fins tortueuses et obscures, qu'on arrive difficilement à définir, Moscou maintint son ukase. C'est bien là l'exemple caractéristique de cette politique « inhumaine » dont a parlé Léon Blum, de ces méthodes qui « avilissent » et « dépravent » le prolétariat. On sent, en face de pareils ordres, impitoyablement et stupidement maintenus, contre toute raison et tout bon sens, à quel point pour le grand état-major bolchevik du Kremlin les intérêts les plus évidents, les plus sacrés, la vie

(1) « Le secrétaire du Parti va répondre ensuite à Renaud Jean qui s'est prononcé contre la tactique électorale » (*Humanité* du 15 mai). Voir également les débats de la Conférence Nationale (*Humanité* des 18 et 19 juin).

même de la classe ouvrière de France, comme celle d'Angleterre, d'Allemagne ou des autres pays, compte pour peu de chose.

Pour eux, comme pour les Ludendorf ou les Mangin de la guerre mondiale, c'est du « matériel humain » dont on se soucie au Kremlin comme on s'en souciait, en 1917 ou 1918, à Chantilly ou Charleville.

Malgré tout, un doute subsistait : dans quelle mesure les troupes communistes accepteraient-elles d'être ce vulgaire bétail, ce « matériel humain » envoyé à la boucherie ? Ici est apparu combien étaient d'espèce, de composition différente les contingents communistes de la région parisienne et du Nord — subissant fortement le « doppage » quotidien de *l'Humanité*, encadrées, entraînées, fanatisées par les « cellules » d'usines et les différents groupements d'appui « A. R. A. C. », « Secours Rouge », les organisations de Jeunesses, etc., et les contingents « communistes » de province, généralement composés de travailleurs désireux simplement de voter pour « le parti le plus avancé », préoccupés de manifester, sous la forme la plus aiguë, leur révolte contre les iniquités de la société capitaliste, mais ayant conservé leur libre arbitre et l'instinct profond de leur véritable intérêt de classe.

Partout où la première mentalité existait, tous les appels au bon sens de ces malheureux égarés, tous les efforts faits pour leur montrer l'ignominie de la tactique qu'on voulait leur imposer, furent absolument vains. Dans la Seine, Seine-et-Oise, le Nord, tout au plus 10 à 15 p. 100 des électeurs communistes du premier tour ralliaient le drapeau de leur classe, tandis que 70, 80 et jusqu'à 90 p. 100 continuaient à voter aveuglément selon l'ordre du « Comintern ».

Et c'est ainsi qu'un intègre et irréprochable serviteur du prolétariat, tel que Groussier — qui avec l'ensemble des voix prolétariennes pouvait l'emporter à une faible majorité —, échouait dans le 10^e arr. à 1.200 voix de minorité, que Montagnon qui, au 18^e arr., devait être élu à 1.600 voix de majorité, était battu avec 1.000 voix de minorité, que le signataire de ces lignes, qui devait l'emporter avec 9.000 suffrages contre 7.500 au candidat de l'Union Nationale, échouait avec 6.129 contre 7.542 dans le canton de Sceaux.

A Roubaix, Lebas devait réunir 2.436 voix de majorité; l'obstination inintelligente des 2.682 voix communistes le faisait échouer à 250 voix. A Mézières, dans les Ardennes, Jevais était battu à 4 voix de majorité, tandis que 1.879 praticiens de la « guerre des classes » faisaient triompher le patronat. A Mâcon, notre brave Théo Bretin était battu à 600 voix, tandis que 956 s'obstinaient à voter pour... Staline. A Limoges, Dubant échouait à 33 voix, tandis que 4.713 voix allaient se perdre sur le nom du candidat bolchevik. A Melun, notre camarade Chaussy était battu à 82 voix tandis que le communiste en conservait 658.

Au total une trentaine de sièges — au moins — étaient ainsi perdus par des socialistes, une vingtaine par des radicaux, du fait de la folie moscovite.

En revanche, dans un grand nombre de circonscriptions de province, la révolte des travailleurs communistes, abusés, mystifiés, par « l'appareil », renversait tous ces ténébreux calculs. Le citoyen Sémard a dressé une liste de ces « défaillances au devoir » ...de trahison des intérêts ouvriers et annoncé des sanctions contre les hérétiques.

L'hérésie fut particulièrement forte dans des départements comme la Nièvre — où des 12.000 voix communistes du premier tour, il en demeurait 2.300 au ballottage, comme les Bouches-du-Rhône où, à Arles, après appel de la cellule elle-même, la candidature communiste s'évaporait et ses 3.700 électeurs venaient voter pour Sixte-Quenin. De même encore à Montbéliard où, sur les 3.546 électeurs communistes, 3.406 faisaient leur devoir de classe en votant pour le socialiste Rucklin, élu contre le candidat des Japy et des Peugeot, tandis que — simple plaisanterie — 139 (!) faisaient leur « devoir moscovite » — en continuant à voter pour le candidat orthodoxe.

Au Creusot, des 1.240 voix du communiste, 1.025 votaient pour notre Paul Faure, dont le candidat communiste lui-même, désireux de ne pas se déshonorer à la fin de sa longue carrière de militant ouvrier, honnête et sincère.

Dans quarante autres circonscriptions, le même fait caractéristique se produisait; c'était au total plus d'un tiers de ces voix du premier tour dont *l'Humanité* se targuait tant, qui, au ballottage, infligeaient au Parti moscovite le plus sanglant

démenti. Ainsi que notre ami Zoretti l'a fortement marqué dans un excellent article du *Pays Normand*; il nous appartient de « récupérer pour nous » ces bolcheviks dont les yeux se sont ouverts aux dangers mortels de la tactique moscovite.

Mais cette défection de voix communistes du premier tour — même dans la région parisienne où l'intoxication a été cependant si forte, on compte généralement un sixième à un cinquième d'électeurs communistes ainsi désabusés — n'a pu empêcher le mal causé à la classe ouvrière, à ses revendications, à la défense de ses intérêts par ceux de leurs camarades qui, suivant la folle tactique indiquée, ont permis la victoire des pires ennemis des travailleurs dans 50 circonscriptions.

Et il faut y ajouter toutes celles où le Parti communiste lui-même a été victime de sa folie. Elle a déchaîné contre lui un formidable courant d'opinion dans les masses révoltées et dégoûtées — courant qui, dans des centres purement prolétariens, a favorisé les candidats de l'Union Nationale, entraîné l'élection d'un commandant Brocard, dans la circonscription d'Ivry — depuis trente ans acquise au socialisme révolutionnaire —, fait élire un comte de Fels, à l'ombre des hautes cheminées des usines d'Argenteuil, l'élection d'un radical modéré à Villejuif, d'un comte d'Aramon à Grenelle ou d'un marquis de Tastes à Necker !

Pour essayer de masquer leurs propres et redoutables responsabilités, les communistes insistent lourdement sur celles qu'ils imputent à notre Parti. Comme le dit fort justement Monatte, dans sa *Révolution prolétarienne*, cela rappelle « les gosses menteurs » qui crient : « Ce n'est pas moi, c'est lui qui a fait le coup ! »

A vrai dire, j'ai, ainsi qu'un certain nombre de camarades, regretté que, dans un esprit de représailles, compréhensible mais déplorable, notre fédération de la Seine ait, malgré nos efforts, répondu à la félonie communiste, officiellement proclamée le 23 avril par sa décision du 24, comportant le retrait pur et simple et — fait plus grave — le maintien d'un certain nombre de candidats socialistes qui risquaient de favoriser les candidats de l'Union Nationale. Ce fut une faute, que nos camarades du Nord n'ont pas commise. Cela, nous dira-t-on, ne les a pas

empêchés d'être victimes de l'ignominieuse trahison de Roubaix et de Valenciennes ?

Mais, en de telles circonstances, ce n'était pas pour faire plaisir aux communistes, ni pour obtenir quelque chose d'eux en échange, mais *pour permettre à la classe ouvrière de juger quels sont ses véritables et loyaux amis*, que nous devons demeurer fidèles aux décisions de notre Congrès de la salle Huyghens. Au reste, quelle qu'ait pu être à cet égard l'erreur commise par le Conseil fédéral de la Seine, elle ne saurait masquer ce fait essentiel que, dans *presque toutes les circonscriptions où un communiste était aux prises avec la réaction*, dans un effort vraiment admirable d'abnégation, oubliant les pires outrages, les violences physiques même — notre camarade Farinet, à Malakoff, fut odieusement frappé par des brutes bolcheviks déchaînées —, nos camarades socialistes votèrent pour le communiste.

Les communistes Fournier et Poulain au 11^e arr., Garchery au 12^e, Berthon au 13^e, Cachin au 18^e, Beaugrand au 19^e, Clamamus dans le 2^e, Doriot dans le 4^e, Bonnefous dans le 8^e, Jean Laporte dans la 10^e de Saint-Denis; Humbertdot dans la 2^e, Provensal dans la 5^e, Thorez dans la 6^e, Vaillant-Couturier dans la 8^e, Piginier (pourtant directement responsable des violences commises contre Farinet !) dans la 9^e de Sceaux, obtenaient au ballottage 60, 70, 80 et jusqu'à 90 p. 100 des voix socialistes. Il suffit de se reporter aux chiffres du scrutin pour s'en rendre compte. En dehors de Duclos au 20^e (et des députés communistes d'Alsace-Lorraine élus avec l'appoint des voix cléricales et autonomistes et de leur élu de Limoges, également favorisé par la réaction), *il n'est pas un seul des 8 autres députés communistes qui eût été élu s'il lui avait manqué l'appoint des socialistes*. Ils ont par ailleurs perdu 20 à 30 sièges par leur folle tactique.

C'est dire que ce sont les communistes qui ont sans aucun doute renversé l'axe de la majorité dans la Chambre actuelle et ont compris ce jugement, terrible pour eux, d'un journal de la haute finance : « *La Bourse a escompté les élections où le maintien des candidats communistes a mis hors de jeu 40 candidats d'extrême-gauche* » (*Information financière*, 8 mai) ; tandis que M. Louis Forest proclamait dans le *Matin* : « *Ce sont les communistes qui ont sauvé l'ordre actuel* ». Et ce

sagace défenseur de la ploutocratie citait, en les approuvant fort, d'un « homme pratique », ces déclarations vraiment à retenir : « *Il faut combattre le communisme, mais vraiment pas trop. Il serait exagéré de le vaincre tout à fait. On travaillerait contre son but. S'il était vaincu, tous les communistes iraient aux socialistes révolutionnaires, et ce serait la fin de l'ordre.* » Et M. Forest concluait fort judicieusement : « *Le mot d'ordre venu de Moscou : Pas d'alliance, répétons-le, a sauvé le pays.* »

On comprend que, pour cacher au peuple russe lui-même les résultats de la criminelle tactique qu'ils ont imposée aux élections françaises, les maîtres du Kremlin aient cru devoir publier dans leur organe officiel *Pravda* (1) cet énorme mensonge que « *50 socialistes ont été élus grâce aux voix communistes, qui se sont reportées sur eux, conformément aux décisions du Parti communiste français !* » Mais personne ne pourra être trompé par cette prodigieuse « sollicitation des textes ». La classe ouvrière, notre juge à tous, se prononcera. Si demain certains monopoles d'Etat sont aliénés, si la journée de huit heures est perdue, si le droit syndical des fonctionnaires est en péril, si les relations diplomatiques sont rompues avec la Russie soviétique, si les emprisonnements et les persécutions redoublent, si la Paix elle-même est menacée, il sera impossible de donner le change. Les responsabilités sont bien établies.

Jean LONGUET.

(1) *Pravda* du 4 mai (n° 102).